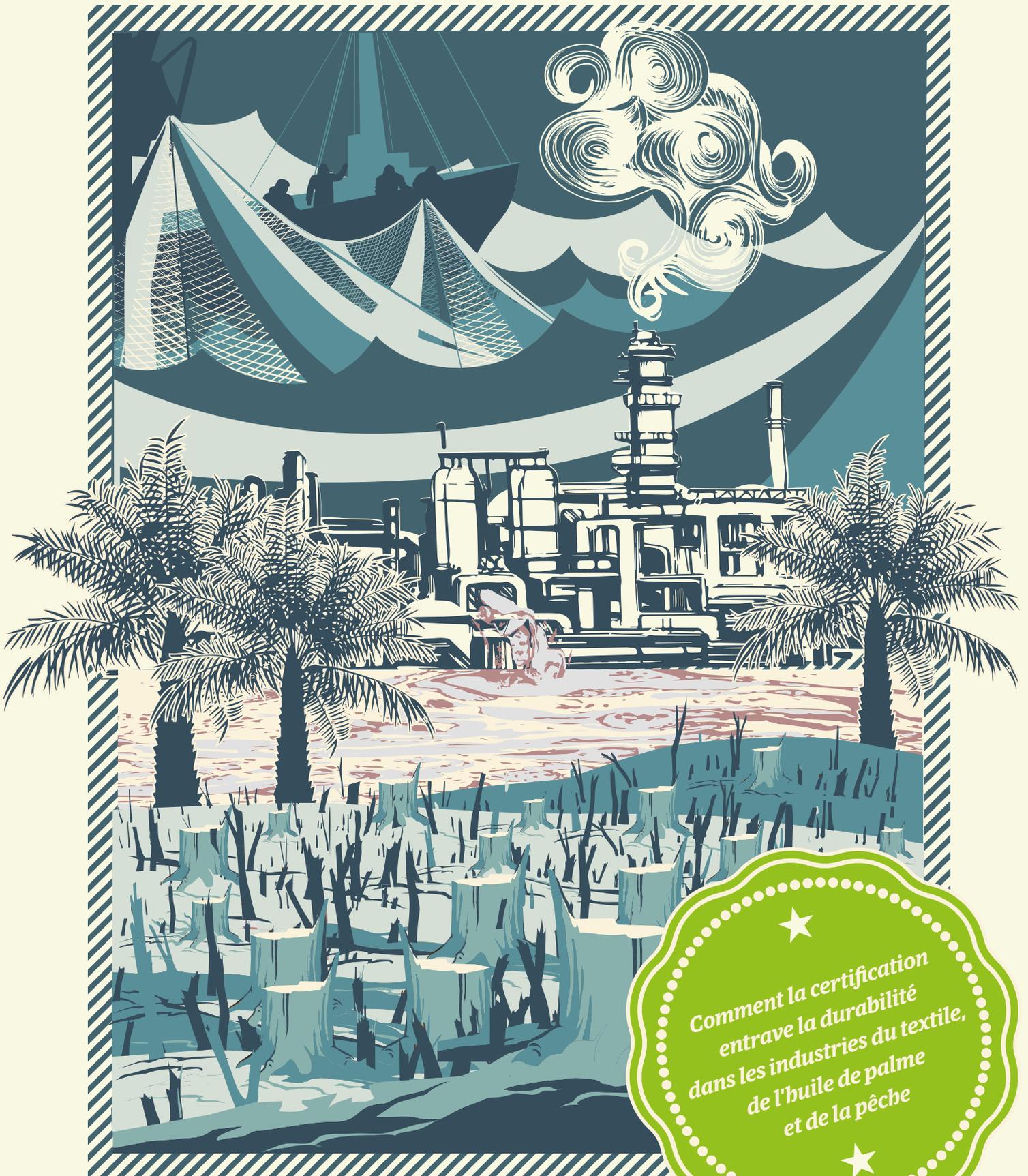


La fausse promesse de la certification



★
Comment la certification
entrave la durabilité
dans les industries du textile,
de l'huile de palme
et de la pêche
★

Résumé analytique et principales conclusions

1. Résumé analytique

Face à la gravité des problèmes environnementaux et sociaux d'aujourd'hui, les consommateurs recherchent de plus en plus des produits durables qui minimisent les impacts négatifs sur les personnes et la planète. En 2015, une enquête, menée auprès de 30 000 consommateurs dans 60 pays, a révélé que 66 % des consommateurs sont prêts à payer davantage pour des produits ou services provenant d'entreprises ayant un impact social et environnemental positif (Nielsen, 2015). Rien qu'au Royaume-Uni, le marché des produits éthiques

est passé à plus de 81,3 milliards de livres en 2017, avec une demande de poisson durable en croissance de près de 37 % en 2016 (Ethical Consumer, 2017). Des études montrent également que de nombreux acheteurs se fient aux labels et aux certifications, afin d'identifier rapidement et facilement des produits durables, sans avoir à devenir des experts de la chaîne d'approvisionnement (par exemple, Nielsen, 2014).

Alors que le développement durable se généralise, de plus en plus d'entreprises souhaitent afficher leurs références écologiques en adoptant différents types de certification, de labels et d'engagements éthiques. Le nombre de régimes et d'initiatives volontaires différents a connu une croissance exponentielle ces dernières années. L'indice Écolabel, le plus

Le marché des produits durables et éthiques est en pleine croissance (credit- Peter Bond/Unsplash)



Ce rapport a été publié en mai 2018 par la
Changing Markets Foundation

Mise en page: Pietro Bruni helloo.org

Imprimé sur papier recyclé

grand annuaire mondial des labels écologiques, répertorie actuellement plus de 460 labels dans 25 secteurs différents (Ecolabel Index, 2018). La plupart d'entre eux ont émergé au cours des deux dernières décennies. Mais en valent-ils vraiment la peine? Ce rapport montre que, plutôt que d'être un accélérateur de changement positif, cette « avalanche » de certification est source de confusion pour les consommateurs et l'industrie, et fait obstacle à une consommation véritablement durable.

Nous avons étudié des initiatives volontaires dans trois secteurs où la consommation croissante et l'approvisionnement non durable ont causé de graves problèmes environnementaux : huile de palme, pêche et textiles. L'huile de palme est l'un des principaux moteurs de la déforestation, des émissions de gaz à effet de serre (GES), des incendies de forêts et de la perte d'habitat pour les espèces charismatiques et menacées, telles que les orangs-outans, les éléphants et les rhinocéros. La pêche industrielle a dévasté les océans de la planète ; près de 90 % des stocks mondiaux de poissons sont totalement exploités ou surexploités (FAO, 2016a). Il s'agit aussi d'une industrie énormément gaspilleuse. Près de 10 millions de tonnes de bons poissons sont rejetés dans l'océan chaque année, tandis que les méthodes de pêche néfastes dévastent les écosystèmes : les filets maillants tuent couramment les dauphins, les marsouins et les baleines ; la pêche à la palangre est un problème particulier pour les oiseaux, et les engins de pêche abandonnés continuent de détruire la vie marine depuis de nombreuses décennies dans ce qu'on appelle la « pêche fantôme ». Dernier point, mais non le moindre, l'industrie textile utilise le quart des produits chimiques dans le monde et a été accusée de 20 % de la pollution de l'eau par l'industrie, ce qui en fait le deuxième plus grand pollueur d'eau douce de la planète. Les violations des droits de l'homme et du travailleur sont également répandues dans les trois secteurs.

En l'absence d'une législation nationale et internationale efficace pour s'attaquer à ces problèmes, et avec des chaînes d'approvisionnement de plus en plus mondialisées, les régimes volontaires sont considérés comme un moyen pratique de combler cette lacune. Dans ce rapport, nous analysons le contexte dans lequel de telles initiatives volontaires émergent, quel est leur rôle et comment elles s'attaquent à certains des défis identifiés. Nous étudions un éventail d'initiatives volontaires qui fournissent à une entreprise, un produit ou un service une approbation de durabilité, allant des labels

de produits aux initiatives sectorielles visant à améliorer la performance environnementale d'un secteur dans son ensemble. Nous passons en revue les principaux régimes dans chacun des trois secteurs, en évaluant leur fonctionnement, leurs réalisations et leurs échecs. Nous nous concentrons principalement sur les questions environnementales, bien que, dans certains cas, nous avons examiné également des rapports sur les violations des droits de l'homme.

Ce rapport intervient à un moment où bon nombre de ces régimes sont soumis à des pressions en faveur d'une réforme exercées par des ONG et des scientifiques - et, dans certains cas, même d'entreprises progressistes. Mais malgré le fait que le vent soit en train de tourner, il y a une poussée massive pour la certification - et pas toujours pour les bonnes raisons. Ce rapport démontre que beaucoup de ces régimes sont utilisés comme « couverture », ce qui rend plus difficile pour les ONG et les universitaires de remettre en question la durabilité de certains produits et entreprises. Par exemple, McDonald's a utilisé le label du Marine Stewardship Council (MSC) pour détourner les critiques sur la durabilité de la Pêcherie Hoki de Nouvelle-Zélande, laquelle a été critiquée pour ses niveaux élevés de rejets et ses méthodes de chalutage (McGrath, 2016). Les gouvernements utilisent de plus en plus les régimes de certification comme preuve de durabilité, tel qu'en témoigne l'utilisation de l'huile de palme certifiée pour se conformer aux objectifs en matière de biocarburants, malgré les doutes quant à son succès dans l'arrêt de la déforestation. La section suivante présente les principales conclusions de ce rapport.

2. Principales conclusions

2.1. Pêcheries

En 2015, 14 % de la production mondiale de fruits de mer était certifiée, contre seulement 0,5 % près d'une décennie plus tôt. Les prises sauvages certifiées durables représentent 20 % de l'approvisionnement mondial de prises sauvages et ont augmenté dix fois plus vite que la production conventionnelle de fruits de mer (Potts et al., 2016). Ce rapport se concentre sur deux des plus grands régimes : Friend of the Sea (FOS) et le MSC, qui a certifié plus de 9 millions de tonnes métriques de poissons en 2015. D'autres régimes sont relativement insignifiants en comparaison. Les régimes

de certification MSC et FOS couvrent tous les deux, entre autres questions, l'interdiction des techniques de pêche destructrices, la gestion des prises accessoires, le risque environnemental, l'évaluation de l'impact et la gestion de la réglementation des stocks.

MSC et FOS ont tous deux certifié que de nombreuses pêcheries étaient durables - même lorsqu'elles surexploitaient, qu'elles présentaient des niveaux de prises accessoires très élevés et, dans certains cas, qu'elles étaient même en contradiction avec la législation nationale. Il a également été constaté que le MSC certifie un certain nombre de pêcheries selon une approche « compartimentée ». Ceci signifie qu'un navire et son équipage peuvent utiliser leurs filets pour capturer le thon « de manière durable » (ayant reçu la certification MSC), puis - le même jour et en utilisant les

mêmes équipements - transporter le thon avec des espèces protégées : une pratique qui n'est pas durable et donc non certifiée. Bien que certains experts en certification (Froese et Proelss, 2012) disent que les fruits de mer certifiés sont toujours un meilleur choix (parce que ces pêcheries sont plus susceptibles de refléter des stocks sains et modérément exploités, et de s'assurer que le poisson étiqueté n'a pas été pêché illégalement), les détracteurs estiment que ce système a assoupli ses normes afin de répondre à la demande en pleine croissance de Walmart¹ et d'autres grands distributeurs. La demande croissante de fruits de mer durables, et le désir de répondre à cela, menacent activement la crédibilité du MSC, car il n'y a pas assez de pêcheries véritablement durables pour subvenir à la demande.²

FOS n'a pas beaucoup de soutien de la part des ONG et de

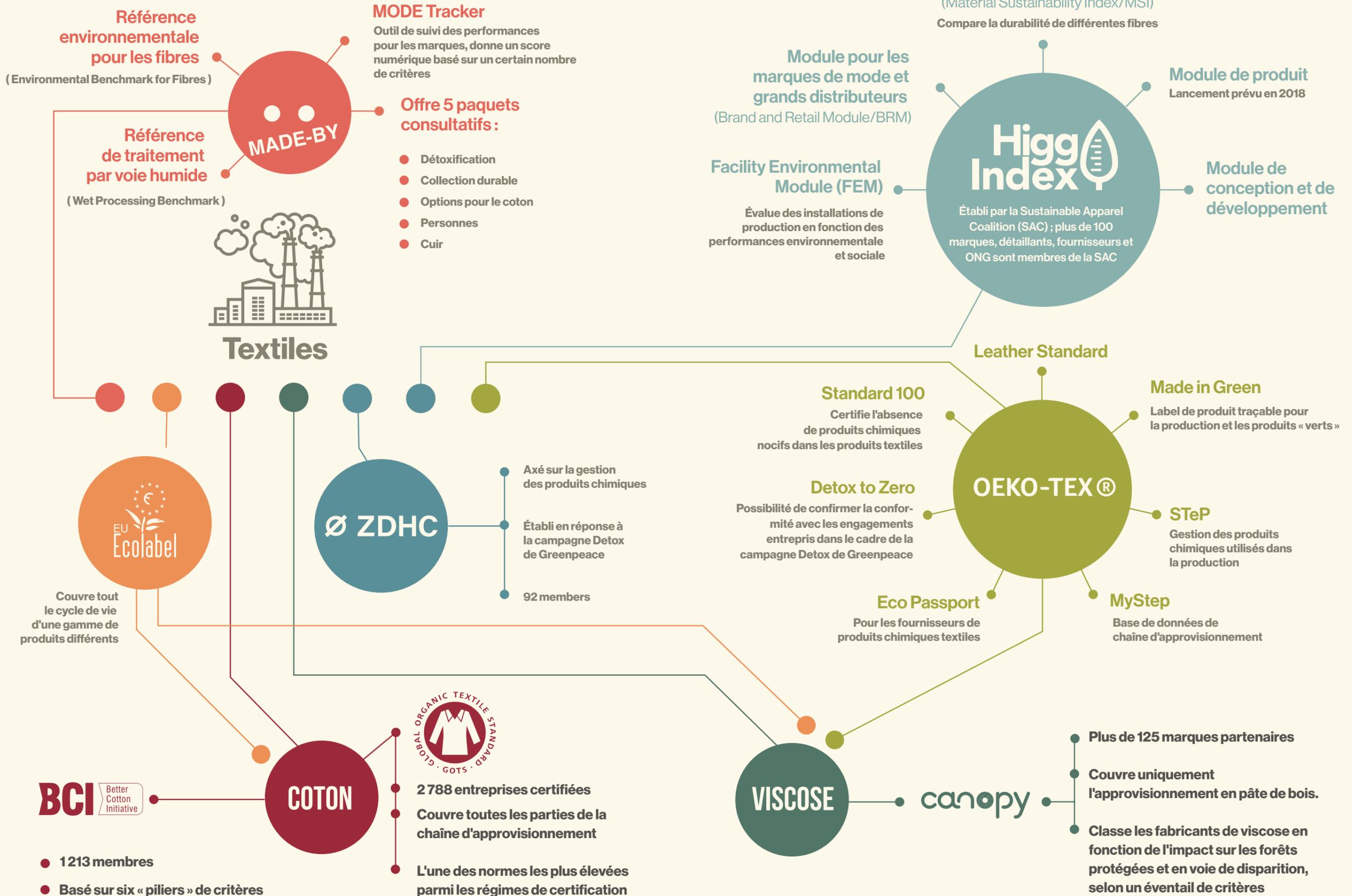
1 Wal-Mart s'est engagée à n'utiliser que des sources certifiées MSC d'ici à 2011, mais elle n'avait toujours pas rempli cet engagement en 2015, en raison d'un manque d'approvisionnement certifié suffisant (Potts et al., 2016).

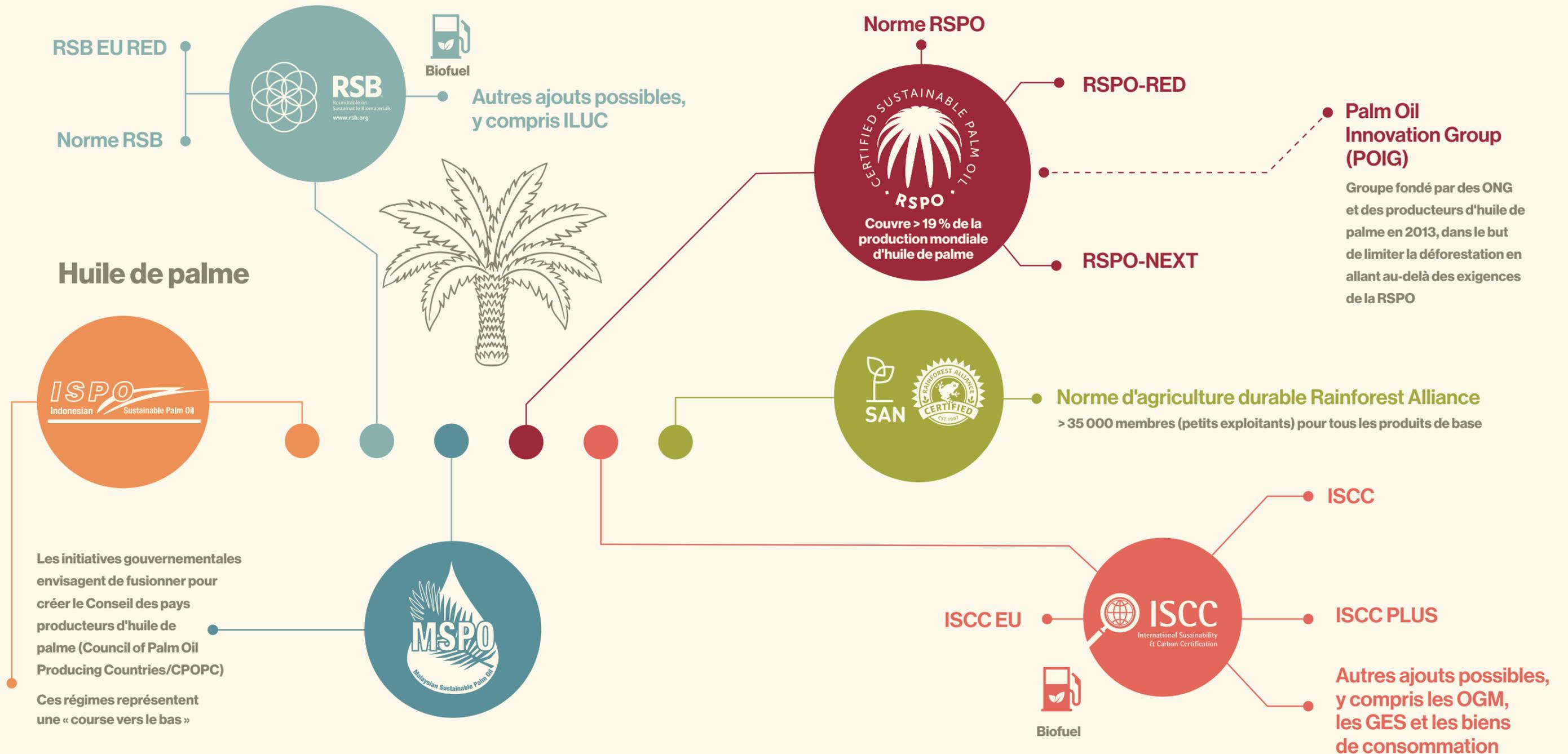
2 Le MSC a un objectif spécifique : faire en sorte que 20 % de tous les poissons capturés à l'état sauvage soient certifiés MSC d'ici 2020 et 30 % d'ici 2030 (contre 12 % actuellement).

Un chalutier de fond dans la mer de Barents (credit-Nick Cobbing/Greenpeace)



APERÇU DES INITIATIVES VOLONTAIRES ANALYSÉES DANS CE RAPPORT





Pêche

- **Couverture mondiale : 12% (2017)**
- **Nombre de pêcheries certifiées : >300**
- **Nombre d'entreprises engagées à s'approvisionner en fruits de mer certifiés : >100**



- **Couverture mondiale : 15% (2017)**
- **Nombre de pêcheries certifiées : >500 (y compris l'aquaculture)**
- **Nombre d'entreprises engagées à s'approvisionner en fruits de mer certifiés : 27 grands distributeurs**



La production d'huile de palme est l'une des principales causes de déforestation en Asie du Sud-Est (credit-Ulet Ifansasti/Greenpeace)



Pollution au soufre dans un village près d'une usine de viscosité en Indonésie (credit - Muhammad Fajar Fauzan)

la communauté scientifique, en raison de son manque de transparence et de la participation des parties prenantes ; par conséquent, il devrait probablement être aboli. MSC, qui semble mieux sur le papier, a fait l'objet de nombreuses critiques de la part d'ONG et de scientifiques, et perd aussi de sa crédibilité aux yeux de nombreux détaillants. Dans une dernière tentative pour réformer le régime, plusieurs dizaines d'ONG ont envoyé une lettre au Conseil du MSC en janvier 2018, lui demandant de respecter ses engagements afin de finalement effectuer des réformes nécessaires et urgentes à la norme MSC et au processus de certification lui-même. L'objectif est de rétablir le MSC comme norme d'excellence dans la certification des fruits de mer. À moins que cela ne se produise dans un court délai (la date limite mentionnée dans la lettre est fixée à la fin de 2018), les ONG pourraient être forcées de recommander que le public, les organisations partenaires, les producteurs et les détaillants s'éloignent complètement des labels de fruits de mer (Ziegler, 2017). Jusqu'à ce que (et si) ce régime soit réformé, les consommateurs et les restaurants doivent trouver d'autres outils pouvant leur permettre de s'approvisionner en poisson durable, et qui contribuent à la durabilité et à la santé à long terme des océans et des moyens de subsistance qui y sont liés.

2.2. Huile de palme

L'huile de palme est maintenant si répandue qu'on la trouve dans la moitié de tous les produits vendus en supermarché (Amnesty International, 2016a). En outre, un tiers de tout le biodiesel brûlé dans les voitures et les camions dans l'UE est désormais estimé être d'huile de palme (Transport & Environment, 2017). La culture de l'huile de palme étant centrée sur les zones tropicales, elle est en concurrence directe avec les forêts tropicales en matière de terres, et constitue l'un des principaux moteurs de la déforestation. Outre la perte massive de la biodiversité, la déforestation est également responsable de grandes quantités d'émissions de GES. L'Indonésie à elle seule, qui est le plus grand pays producteur d'huile de palme, est classée deuxième au monde pour la déforestation tropicale ; le changement d'affectation des terres et le drainage des tourbières sont responsables de 79 % des émissions de GES indonésiennes (WRI, n.d.). Alors que l'Indonésie et la Malaisie représentent actuellement 85 % de la production mondiale d'huile de palme, les plantations prennent rapidement place dans de nouvelles zones et de nouveaux pays, comme l'Afrique et l'Amérique latine, ce qui entraîne des problèmes similaires.

Fondée en 2004, la Table ronde sur l'huile de palme durable (Roundtable on Sustainable Palm Oil/RSPO) est devenue le plus important régime de certification volontaire de l'huile de palme dans le monde, certifiant aujourd'hui 2,6 millions d'hectares, soit environ 19 % de la production mondiale d'huile de palme (RSPO, 2017). Depuis lors, d'autres initiatives de certification dans le secteur de l'huile de palme ont vu le jour, conduisant à une croissance continue de la quantité d'huile de palme certifiée sur le marché. Il s'agit notamment de la International Sustainability and Carbon Certification (ISCC) et de la Table ronde sur les biomatériaux durables (Roundtable on Sustainable Biomaterials/RSB), qui se concentrent principalement sur l'huile de palme utilisée dans les biocarburants, et de Rainforest Alliance (RA), qui se concentre principalement sur l'agriculture durable. Les gouvernements malais et indonésien ont également mis en place leurs propres régimes : Malaysian Sustainable Palm Oil (MSPO) et Indonesian Sustainable Palm Oil (ISPO). La certification ISPO, désormais obligatoire pour les plantations indonésiennes, a rapidement augmenté ces dernières années pour couvrir 16,7 % de toutes les plantations, soit 1,9 million d'hectares (Indonesia Investments, 2017). Cependant, comme le montre ce rapport, l'ISPO représente une course

vers le bas, car elle exige simplement le respect d'une législation indonésienne déjà peu contraignante.

Ce rapport montre qu'aucun de ces régimes n'est parvenu à ralentir la déforestation, le drainage des tourbières ou la perte de biodiversité. Alors que le RSPO est souvent considéré comme le meilleur régime du secteur, il présente plusieurs lacunes ; plus particulièrement, il permet la conversion des forêts secondaires et l'assèchement des tourbières, il n'a pas empêché les violations des droits humains et il ne nécessite pas de réduction des émissions de GES. Tous les régimes étudiés ont également des problèmes de cohérence : ils offrent de nombreuses normes différentes au sein de chaque régime. Ces « modules » ont différents niveaux d'ambition (adaptés au marché de destination) et différentes exigences de traçabilité (allant de la ségrégation totale des produits certifiés à la simple vente de certificats verts via des plateformes de négociation). RSB et ISCC ont développé plusieurs modules, en fonction du marché de biocarburants sur lequel l'entreprise veut vendre. En réponse aux critiques, RSPO a développé un module complémentaire volontaire appelé RSPO NEXT, qui place la barre plus haut en matière de durabilité, en interdisant la conversion des tourbières

et des forêts secondaires. Les 2 000 premières tonnes de cette huile de palme certifiée sont arrivées sur le marché en février 2018, mais ont été vendues sur la plateforme de négociation PalmTrace, qui n'offre aucune traçabilité vers la source (RSPO, 2018). Ce manque de traçabilité est un problème majeur (et cela est critiqué dans ce rapport), parce qu'il réduit la motivation des entreprises à assumer la responsabilité de leurs propres opérations plus loin dans la chaîne d'approvisionnement.

Le rapport a également passé en revue les régimes mis en place par les gouvernements malaisien et indonésien, qui essaient maintenant de fusionner leurs deux régimes en une norme faible et de la consolider via des accords commerciaux et la coopération avec d'autres pays producteurs d'huile de palme. Il s'agit d'un effort manifeste pour « l'écoblanchiment » du secteur et permettre une expansion supplémentaire dans de nouveaux domaines, et cela est motivé par la croissance continue de la demande de biocarburants et de produits alimentaires transformés. Dans ce contexte, nous appelons à réduire la demande d'huile de palme, notamment en abandonnant les objectifs en matière de biocarburants, ainsi qu'à placer les nouvelles plantations en des zones non boisées, en imposant un moratoire sur l'expansion de l'huile de palme dans les forêts et les tourbières. La plupart des régimes dans ce secteur devraient être abolis en raison de leurs échecs sur plusieurs fronts.

2.3. Textiles

Le secteur du textile a connu une prolifération de régimes volontaires et labels verts - plus de 100 figurent dans l'indice Écolabel, et plusieurs autres initiatives, telles que l'indice Higg, sont analysées dans ce rapport. L'approvisionnement en matières premières, la fabrication et la transformation des textiles se situent principalement dans les pays à salaires très bas et à faible réglementation environnementale. Cela a toujours posé des problèmes allant de la pollution environnementale aux produits chimiques toxiques jusqu'à l'exploitation des travailleurs. Ce rapport se concentre sur les systèmes visant à traiter les performances environnementales de l'industrie textile dans son ensemble et sur les principaux régimes couvrant deux types de fibres : le coton et la viscose. Nous avons constaté que, malgré la prolifération de différentes initiatives, il n'existe pas de régime global qui traite de manière satisfaisante les performances de durabilité sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Le label

écologique de l'UE couvre différents types de textiles selon une approche axée sur le cycle de vie - mais dans le cas de la viscose, il ne couvre pas tous les paramètres, notamment les indicateurs de pollution de l'eau lors de la fabrication des fibres de viscose.

L'indice Higg, qui est largement utilisé par les marques de mode et qui compte plusieurs ONG parmi ses membres, est souvent considéré comme un outil clé pour améliorer les performances environnementales du secteur dans son ensemble. Cependant, ce rapport montre qu'il présente de nombreuses lacunes ; à savoir, un recours général à l'auto-évaluation et un manque de transparence, ce qui inciterait les marques de mode à s'améliorer continuellement. Alors que l'indice Higg a promis une transparence totale d'ici 2020, il reste à voir à quel point cela sera rigoureux. Un outil similaire, ModeTracker de MADE-BY, évalue également les marques sur leurs performances environnementale et sociale - et souffre d'incomplétude, permettant aux marques de choisir les domaines sur lesquels elles sont évaluées. Ce rapport évalue également différents types de normes OEKO-TEX - non seulement le module OEKO-TEX Standard 100, qui traite des produits chimiques dans le produit final, mais aussi les modules MADE IN GREEN et Sustainable Textile Production (STeP), qui traitent des produits chimiques utilisés dans le processus de production.

Le rapport examine de plus près les régimes pour le coton et la viscose, sur la base du potentiel de production de ces deux fibres d'une manière plus respectueuse de l'environnement. En ce qui concerne le coton, il a été constaté qu'un régime peu contraignant - la Better Cotton Initiative (BCI), qui permet l'utilisation de produits chimiques toxiques et de semences génétiquement modifiées (GM) - s'est développé très rapidement aux dépens du coton biologique. Une enquête récente, diffusée à la télévision française (Lucet, 2017), a montré comment BCI a dépassé la part de marché du coton biologique et que de nombreux agriculteurs sont passés du coton biologique au coton génétiquement modifié en raison de leur participation au régime BCI. Même certains régimes bien intentionnés et réussis (tels que l'initiative CanopyStyle, qui traite de l'approvisionnement en matières premières dans la production de viscose) peuvent donner une image trompeuse, car ils ne couvrent qu'une partie de la chaîne d'approvisionnement. Comme cette initiative ne couvre que l'approvisionnement en pâte de bois, mais pas l'utilisation de produits chimiques dans la fabrication de la viscose, elle peut donner aux entreprises qui continuent de polluer l'en-

vironnement une « lueur verte » injustifiée - qui est souvent utilisée comme argument de vente avec les clients.

3. La voie à suivre pour la certification

La conclusion principale de ce rapport est que la certification a perdu le cap et que sa contribution à la création d'un monde plus durable est minime. Nous soutenons qu'elle peut même nuire à la durabilité ; elle baisse la barre pour certifier des volumes de produits plus élevés et, dans de nombreux cas, n'impose pas davantage de transparence, ce qui permet de couvrir des entreprises et des pratiques non viables. Si elle doit avoir un rôle pour la certification dans la transition vers une économie durable, il doit subir de sérieuses réformes. Tout d'abord, la majorité des régimes dans les trois secteurs examinés ici devraient être abolis, car ils conduisent à la confusion et au « label shopping », ce qui affaiblit l'ambition de la certification en général. Deuxièmement, les régimes de certification devraient viser le niveau d'ambition le plus élevé possible - ne pas développer des modules différents avec des exigences différentes, en fonction de leurs marchés cibles, et ne pas satisfaire les priorités des différentes entreprises. Pourquoi RSPO a-t-il développé un module complémentaire volontaire (RSPO NEXT) pour motiver des pratiques plus durables, qui affecteront seulement une petite partie de l'approvisionnement, plutôt que d'interdire toute expansion de l'huile de palme aux zones boisées et aux tourbières ? Cette approche fragmentaire doit changer.

Le problème général de la certification est que tous ces régimes s'inscrivent dans le contexte d'une demande croissante de produits de base, ainsi que d'une réglementation nationale et internationale insuffisante pour protéger l'environnement et garantir les droits de l'homme. Ces régimes existent également dans le cadre de la production et de la consommation mondialisées, où des chaînes d'approvisionnement complexes et opaques masquent souvent des informations pertinentes et réduisent le niveau de contrôle externe. La certification existe pour résoudre ce problème, en partie - mais c'est là le problème : pour les trois secteurs présentés dans ce rapport, la plupart des régimes ne certifient qu'une très petite partie des volumes de production globaux, ou seulement un aspect du « problème » (par exemple, une seule partie de la chaîne d'approvisionnement, uniquement des produits chimiques utilisés dans une partie spécifique du processus de production, etc.). Les régimes devraient

devenir plus complets et viser à couvrir l'ensemble du cycle de vie du produit - comme c'est le cas, par exemple, pour l'écolabel européen.

Les régimes doivent également être sélectifs quant à leur critères d'adhésion, avec des exigences d'entrée élevées et un effort continu d'amélioration. À l'heure actuelle, les régimes sont trop souvent axés sur la participation de tous les acteurs de l'industrie, ou sur l'abaissement de la barre pour répondre à la demande croissante de produits certifiés, ce qui mène à une course vers le bas. Ce rapport appelle à des réformes importantes, qui devraient reposer sur les quatre principes suivants :

- 1. La transparence**, qui inclut la disponibilité de critères et de rapports sur les performances des différents membres du régime, et encourage la transparence de la chaîne d'approvisionnement.
- 2. L'indépendance**, qui inclut la suppression des conflits d'intérêts, comme le découplage des recettes d'adhésion des résultats de la certification et de la conformité, et la garantie que les organismes indépendants établissent les normes.
- 3. Une approche holistique à haute traçabilité**, visant à couvrir l'ensemble du cycle de vie d'un produit, et ne permettant pas aux entreprises de choisir des critères ou d'être certifiées avec des conditions.
- 4. Viser des améliorations continues**, ce qui implique de placer la barre assez haut pour certifier uniquement les entreprises qui vont au-delà des performances moyennes et qui sont résolues à une amélioration continue. Les régimes devraient également être basés sur la science, refléter les améliorations réglementaires et prévenir les reculs.

Alors que les initiatives volontaires et la certification peuvent jouer un rôle dans l'accélération de pratiques plus durables, le présent rapport conclut également qu'elles ne peuvent pas - et ne devraient pas - remplacer les réglementations gouvernementales et internationales. Le rapport propose plusieurs mesures que les gouvernements, les entreprises et les consommateurs peuvent prendre, en l'absence de régimes de certification efficaces, et ce qui peut être fait pour mettre

les trois secteurs sur une voie plus durable. Cela inclut : dans le secteur de la pêche, donner la priorité à la pêche durable à petite échelle; établir des réserves marines et des quotas de pêche scientifiques, et les appliquer ; un moratoire sur la déforestation et le drainage des tourbières dans le secteur de l'huile de palme ; et établir des politiques de zéro pollution et une plus grande transparence de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur textile. Ces mesures sont, au bout du compte, aussi bénéfiques pour les entreprises opérant dans ces secteurs, car elles garantissent la viabilité à long terme de leurs activités. Il est évident que sans des océans sains, il ne peut y avoir de poisson pour la consommation humaine et que, sans forêts saines, nous risquons des changements climatiques dangereux, qui affecteront toute la production agricole partout dans le monde. Pour l'industrie de la mode, le manque d'accès à des sources d'approvisionnement en eau propres et suffisantes représente un risque commercial majeur qui affecte déjà l'activité des entreprises. L'industrie doit réaliser que l'ampleur du défi exige des actions qui vont au-delà des faibles exigences des initiatives volontaires, et qui respectent ses propres engagements la demande des consommateurs pour des produits plus durables.

The purpose of this report is to shed light on industry-specific issues related to environmental impacts of certification schemes and voluntary initiatives in fisheries, palm oil and textiles sectors.

The information in this document has been obtained from sources believed reliable and in good faith but any potential interpretation of this report as making an allegation against a specific company or companies named would be misleading and incorrect.

The authors accept no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from the use of this document or its contents.

Références

Amnesty International, 2016a. *Palm Oil and human rights: What you need to know*. [en ligne] Disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/11/key-facts-about-palm-oil/> [Date de consultation : 12 avril 2018].

Ecolabel Index, 2018. [en ligne] Disponible sur : <http://www.ecolabelindex.com> [Date de consultation : 2 avril 2018].

Ethical Consumer, 2017. *Ethical Consumer: Markets Report*. [en ligne] Disponible sur : <http://www.ethicalconsumer.org/portals/0/downloads/ec%20markets%20report%202017.pdf> [Date de consultation : 2 avril 2018].

FAO, 2016a. *The State of World Fisheries and Aquaculture (SOFIA)*. Rome. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2016. Disponible sur : <http://www.fao.org/publications/sofia/2016/fr/>

Froese, R. & Proelss, A., 2012. *Evaluation and legal assessment of certified seafood*. Marine Policy, Vol : 36, Publication : 6, Page : 1284-1289 [en ligne]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2012.03.017>

Indonesia Investments, 2017. *Only 16.7% of Indonesia's Oil Palm Plantations ISPO Certified*. [Online] Disponible sur : <https://www.indonesia-investments.com/news/todays-headlines/only-16.7-of-indonesia-s-oil-palm-plantations-ispo-certified/item8143>

McGrath, M., 2016. *McDonald's fish: Row over sustainability 'cover-up'*. BBC News [en ligne], 19 mai 2016. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/science-environment-36316246> [Date de consultation : 28 mars 2018].

Nielsen, 2014. *Global consumers are willing to put their money where their heart is when it comes to goods and services from companies committed to social responsibility* [communiqué de presse]. [en ligne], 17 juin 2014. Disponible sur : <http://www.nielsen.com/us/en/press-room/2014/global-consumers-are-willing-to-put-their-money-where-their-heart-is.html> [Date de consultation : 28 mars 2018].

Nielsen, 2015. *The Sustainability Imperative: New Insights on Consumer Expectations* [pdf]. [en ligne], octobre 2015. Disponible sur : <http://www.nielsen.com/content/dam/niensglobal/co/docs/Reports/2015/global-sustainability-report.pdf> [Date de consultation : 28 mars 2018].

Potts, J. et al., 2016. *The State of Sustainability Initiatives: Standards and the Blue Economy*. Winnipeg : IISD/IIED/FAST. Disponible sur : <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/ssi-blue-economy-2016.pdf>

Lucet, 2017. *Cash Investigation - Coton : l'envers de nos tee-shirts* (Intégrale). francetvinfo.fr [en ligne] Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=_8dwxQGMgBw > [Date de consultation : 3 avril 2018].

Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO), 2017. *RSPO : Impacts*. Disponible sur : <https://rspo.org/about/impacts> [Date de consultation : 12 avril 2018].

RSPO, 2018. *World's most sustainable certified palm oil reaches market* [communiqué de presse]. 1er février. Disponible sur : <https://rspo.org/news-and-events/news/worlds-most-sustainable-certified-palm-oil-reaches-market> [Date de consultation : 12 avril 2018].

Transport & Environment, 2017. *Around half of EU production of crop biodiesel is based on imports, not crops grown by EU farmers - new analysis*. [Online] Disponible sur : <https://www.transportenvironment.org/press/around-half-eu-production-crop-biodiesel-based-imports-not-crops-grown-eu-farmers-new-analysis> [Date de consultation : 12 avril 2018].

WRI (n.d.) Project Potico [pdf]. Disponible sur : http://www.wri.org/sites/default/files/potico_infographic_1_hb2_ja.pdf [Date de consultation : 11 avril 2018].

Ziegler, I., 2017. Communication personnelle, Coopérations internationales à Sharkproject Allemagne, décembre 2017.

